

Plus c'est gros... plus ça passera ?

Une fois de plus sont mises en lumière les comportements des cabinets de conseil, des grands établissements bancaires qui utilisent des mécanismes sophistiqués d'optimisation fiscale au bénéfice des multinationales et des plus fortunés avec cette fois-ci la mise en cause de la Reine d'Angleterre, d'un ministre de Trump en passant par les grandes fortunes françaises, les oligarques russes et les habitués Apple et Nike.

Ce que le système prétendait être le fait de quelques un-es relève bien au contraire comme nous l'avons toujours affirmé de la pratique industrielle et systémique!

Et parmi leurs complices et autres intermédiaires dans leur sale besogne, on retrouve bien évidemment tout ce que l'union européenne compte de paradis fiscaux (Luxembourg, Ile de Man, Jersey...) et de pays où « l'optimisation fiscale » est une pratique tout à fait respectable (Irlande, et même les Pays Bas).

Rappelons qu'en France, le montant de l'évasion fiscale est estimé au minimum à 80 milliards d'euros par an, c'est à dire l'équivalent du budget de l'éducation nationale tandis que c'est 180 milliards qui échappent aux pays en développement et 1 000 milliards par an en Europe! Au niveau mondial les journalistes estiment pour 2018 que plus de 12 milliards de milliards de dollars sont cachés dans les paradis fiscaux : pour donner un équivalent pour la France cela représente plus de 9 millions de fois l'ensemble des dépenses annuelles de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales réunis !

Pendant ce temps Emmanuel Macron, le président des riches, fait tout pour que la taxe sur les transactions financières ne voit jamais le jour au niveau européen. En supprimant l'ISF et en baissant le taux d'impôt sur les sociétés, le gouvernement ne cherche-t-il pas finalement à faire de notre pays aussi une destination « fiscale », au détriment de ses services publics, des systèmes de protection sociale et ainsi de la population. Tout cela pour profiter du contexte du Brexit et faire de Paris la nouvelle City ?

Aussi, par delà les traditionnelles rodomontades dont sont coutumiers nos dirigeant-es politiques, nous attendons enfin de vrais changements concrets pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscale :

- un renforcement des moyens et des effectifs des services de contrôle des finances publiques, de Tracfin (organisme public chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent), et qui soit à la hauteur des enjeux
- la mise en place de règles européennes et mondiales de transparence fiscale pour les multinationales
- l'harmonisation fiscale européenne (par le haut pour les entreprises et les grandes fortunes) et la mise à l'index des paradis fiscaux !

Mais pour cela il faut qu'Emmanuel Macron aille contre les intérêts de sa classe sociale ultra-favorisée : c'est à nous toutes et tous de l'y contraindre !

